

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63067

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ordnung des Individuums unter den Nationalismus, während sich in der Schweiz Nationalismus und Bürgerlichkeit gleichwertig miteinander verbanden. Insgesamt gesehen war Bürgerlichkeit in der Schweiz immer auch politisch geprägt, während im deutschen Kaiserreich der politische Aspekt im Bürgertum an Bedeutung verlor. Einer sich verbürgerlichen Gesellschaft stand hier eine hierarchische staatliche Ordnung gegenüber.

Trotz der methodischen Sorgfalt und der quellengesättigten Aussagen wirft die vorliegende Studie Fragen auf. So bleibt fraglich, ob ein konsequenter Vergleich vorliegt, wenn die auf die Schweiz bezogenen Abschnitte nur etwa ein Sechstel der Darstellung ausmachen (bei den benutzten Archivalien ist die Diskrepanz noch deutlicher). Zu fragen wäre auch, ob die Auswahl der Städte nicht das Ergebnis in gewisser Weise präjudiziert. Mußte das Bürgertum in einer Stadtrepublik, seit 1501 als Stand der Eidgenossenschaft und seit 1848 als Gliedstaat des schweizerischen Bundesstaates eine autonome Handlungseinheit, nicht viel politischer sein als das Bürgertum einer Großstadt in einem dezentralisierten Einheits- und Flächenstaat, der zudem als konstitutionelle Monarchie obrigkeitsbezogen war? Schließlich finden die zeitlichen Anfangs- und Endpunkte der Untersuchung nur bedingt ihre Entsprechung in der Darstellung, die zwar für Breslau Quellen und Zahlenmaterial ab 1860 heranzieht (S. 54ff., 89ff.), dies für Basel schwerpunktmäßig aber erst ab 1875 und in ungleich geringerem Umfang tut (S. 105ff.). Somit erweitert die Untersuchung unsere Kenntnis über Bürgertum und Bürgerlichkeit in Deutschland; für einen sorgsam abwägenden Vergleich mit der Schweiz leistet sie gute Vorarbeit.

Reinhard SCHIFFERS, Bonn

Eckart CONZE, Von deutschem Adel. Die Grafen von Bernstorff im zwanzigsten Jahrhundert, Halle (DVA) 2000, 560 p.

Cette habilitation de Tübingen suit depuis 1900 le destin de trois lignées aristocratiques apparentées, en Hanovre et en Mecklembourg. Grâce à un accueil ouvert, l'auteur a disposé de lettres, de notes personnelles, de témoignages oraux, qui enrichissent son récit de notations concrètes et de citations significatives. Si la cartographie est sommaire, le précieux tableau généalogique est illustré par des photographies commentées, qui mettent en scène les fortes individualités. La démarche sur le terrain est replacée méthodiquement dans une perspective générale. C'est donc un apport de qualité à l'histoire de la noblesse allemande. Le lecteur français est toutefois déconcerté par un plan abstrait qui enchaîne des analyses séparées, à travers les lieux et les époques.

De cette monographie ressort, et on ne saurait s'en étonner, le rôle central du domaine foncier, du *Rittergut*. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, les comtes de Bernstorff pratiquent la transmission héréditaire au fils aîné, au titre d'un fidéicommiss. La République de Weimar a voulu supprimer ce statut d'exception, mais des arrangements de famille l'ont prolongé en fait en Hanovre. Le châtelain exerçait aussi localement l'autorité administrative (jusqu'en 1930) et le patronage sur les églises protestantes. Pour une branche hanovrienne, l'exploitation habile des forêts assure la prospérité; pour l'autre le propriétaire est, au *Reichslandbund*, »un lobbyste agraire actif«. Pour la branche mecklembourgeoise, la gestion routinière et le genre de vie somptuaire entraînent le surendettement et l'aliénation partielle en 1931. En 1945, l'administration militaire soviétique impose l'expropriation totale (*Junkerland in Bauernhand!*). Il est intéressant de relever que les responsables communistes locaux ménagent les vieux maîtres dans leurs derniers jours; leurs enfants se reclassent à l'Ouest, comme agronome, comme officier, comme médecin, comme infirmière.

Eckart Conze dissèque avec pénétration les composantes de l'esprit nobiliaire (*Adeligkeit*). Sous le II<sup>e</sup> Reich, la fidélité au souverain s'adresse autant aux Hanovre déposés et aux Mecklembourg qu'aux Empereurs Hohenzollern. Sous Weimar, le journal d'un cadet ruiné,

Andreas von Bernstorff-Wedendorf témoigne d'une nostalgie monarchiste turbulente. D'où, le 30 janvier 1933, ce cri plein d'illusions: »Endlich ist die nationale Front da!« Face au national-socialisme, les autres membres de la famille restent très réservés: le *Reichsnährstand* les accuse »de saboter le plan de quatre ans« et désigne un administrateur, agronome et nazi, pour intensifier la production. Un cousin, Albrecht von Bernstorff-Stintenberg, diplomate aux penchants démocratiques, est arrêté et abattu par les SS. Dans la sphère du privé, la volonté de prolonger la tradition règle la commémoration des ancêtres, la conclusion des mariages, l'éducation des jeunes. Si les fils combattent comme officiers de réserve, il n'y a guère d'officier de carrière, à la différence de la vieille prusse. Dans les épreuves vécues par certains, il se manifeste toujours une forte solidarité. L'auteur conclut donc: sur le plan politique, certes, déclin (*Niedergang*), mais sur le plan social et culturel, par adaptations, maintien en haut (*Obenbleiben*).

Pierre BARRAL, Montpellier

Rüdiger VOM BRUCH (Hg.), Friedrich Naumann in seiner Zeit, Berlin (Walter de Gruyter) 2000, VI-375 p.

Né du projet d'une nouvelle édition des œuvres de Friedrich Naumann, conçu par les universités de Berlin (Humboldt), Bochum et Marburg, cet ouvrage réunit les contributions d'un colloque scientifique organisé en 1998 à l'occasion du quarantième anniversaire de la Fondation Naumann. En cinq parties, les dix-sept auteurs développent successivement les débuts de Naumann dans le contexte du protestantisme libéral jusqu'en 1892, son engagement dans le libéralisme politique sous le II<sup>e</sup> Reich, le passage du christianisme social au socialisme national visant à une synergie entre monarchie et démocratie, l'évolution de ses conceptions en politique étrangère préconisant une entente franco-allemande et la création de la *Mitteleuropa* à partir de la fusion des empires allemand et austro-hongrois comme base d'un nouvel ordre européen.

Situer l'œuvre de Naumann, selon le titre de l'ouvrage, dans son époque, c'est-à-dire celle de la crise de l'Empire et d'une bourgeoisie libérale fuyant faute de pouvoir politique, dans les rêves de puissance mondiale, n'impliquait pas nécessairement une telle insistance sur le fondement théologique. Insistance dont le théologien Hartmut RUDDIES reconnaît l'aspect provocateur (p. 318). Car le christianisme social de ses débuts et le titre de docteur honoris causa, décerné en 1903 par la faculté de théologie libérale de Heidelberg, en même temps d'ailleurs qu'au pasteur-écrivain Gustav Frenssen, adepte d'un christianisme germanisé, ne devraient pas faire oublier que les deux hommes avaient déjà abandonné leur lien avec l'Église. Déjà amorcée entre 1894 et 1896 par Naumann lorsqu'il substitue au christianisme social le socialisme national, cette rupture est consommée avec la publication des *Lettres sur la religion* (1903) profession de foi de chrétien adepte du darwinisme social et de la flotte allemande pour la conquête des marches mondiales dont il énonce les Dix Commandements.

Sa condamnation d'une Église et d'un christianisme inadaptés aux masses déchristianisées de l'ère industrielle lui vaudra d'autant plus de critiques que la distinction entre morale de conviction et morale de la responsabilité, reprise de son mentor Max Weber, reste trop floue, trop marquée par sa formation piétiste. Ce qui le met en porte à faux aussi bien par rapport au libéralisme politique qui se reconnaît dans l'*Ethique du protestantisme et l'esprit du capitalisme*, que de la théologie libérale dans une société allemande encore régie par un protestantisme d'État qu'illustre notamment Adolf Harnack dont Kurt NOWAK analyse ici les convergences et les divergences avec Naumann. Si l'on peut admettre que Naumann a contribué à la privatisation de la foi déjà inscrite d'ailleurs dans la tradition piétiste, force est de s'interroger avec Norbert FRIEDRICH (Bochum) sur le bien-fondé d'une référence